Privé-public : pour un droit du travail
qui protège tou-te-s les salarié-e-s
Tou-te-s dans l'action pour refuser les ordonnances
de destruction sociale !

Manifestation mardi 12 septembre
Départ 14 heures place de la Bastille vers Place d'Italie

Le contenu des ordonnances sur le code du travail vient d'être connu. Comme on pouvait s'y attendre, elles vont toutes dans le même sens : plus de précarité, de flexibilité pour les salarié-e-s, plus de souplesse, de facilités pour licencier pour les entreprises… Au-delà de la méthode, consistant à agir rapidement via les ordonnances, le discours gouvernemental sur la soi-disant concertation ne change rien. La plupart des demandes du MEDEF sont satisfaites.
Les ordonnances prolongent et aggravent la loi El Khomri dont nous continuons à demander l'abrogation.
L'inversion de la hiérarchie des normes est poussée jusqu'au bout, ce n'est plus de norme du tout. L'individualisation complète du contrat de travail est une revendication patronale pour baisser le « coût du travail » et faciliter les licenciements au motif que cela faciliterait les embauches. Non seulement des économistes ont démontré que cela n'était pas exact, mais le MEDEF se refuse à tout engagement de création d'emplois.

La fusion des instances représentatives des personnels ont pour but d'affaiblir le rôle des syndicats et l'organisation collective des salarié-e-s et par conséquent les droits des salarié-e-s.

Les salarié-e-s du public sont aussi concerné-e-s, au nom de l'équité il faudrait demain casser les statuts et aligner le public sur un privé précarisé.
Pour les jeunes c'est l'assurance de lendemain encore plus difficile pour l'entrée dans la vie professionnelle.
De nombreux signes montrent que les orientations et premières décisions du gouvernement rencontrent déjà l'hostilité d'une majorité de la population.
Les étudiant-e-s, les salarié-e-s, les retraité-e-s personne n'est épargné : baisse des APL, augmentation de la CSG qui remet en cause les fondements du salaire socialisé, sans que les compensations soient clairement affichées, rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires, gel des salaires, suppression de 100 000 emplois aidés, annonce de 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique. Avec la suppression de 23 000 contrats aidés dans l'EN, la coupe est pleine.

Les syndicats de l'Education de l'académie de Versailles CGT Educ'action, SNES-FSU, SNUEP-FSU, FNEC FP FO, SUD Education revendiquent de nouveaux droits pour les salariés et un code du travail protecteur.
Elles appellent à refuser les régressions annoncées dans les ordonnances en participant fortement à la journée de mobilisation, de grèves et de manifestation le mardi 12 septembre.